



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-apj@senat.fr

PALAIS DU LUXEMBOURG ET DÉPENDANCES

**RESTAURATION ET RESTRUCTURATION DU
JARDIN D'HIVER DU PETIT LUXEMBOURG OUEST**

ÉTUDE DE DIAGNOSTIC ET DE FAISABILITÉ

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

MARS 2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

S O M M A I R E

	<i>Page</i>
ARTICLE 1. – Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Pouvoir adjudicateur.....	4
ARTICLE 2. – Type de marché	4
ARTICLE 3. – Pièces constitutives du marché.....	4
3.1. Ordre de priorité	4
3.2. Pièces à remettre au titulaire.....	4
ARTICLE 4. – Durée du marché et délais d'exécution	5
ARTICLE 5. – Lieux d'exécution des prestations.....	6
ARTICLE 6. – Prix et règlement des comptes.....	6
6.1. Forme et contenu du prix.....	6
6.2. Variation du prix	6
6.2.1. Mois d'établissement du prix	6
6.2.2. Index de référence	7
6.2.3. Modalités d'actualisation du prix	7
6.3. Avance	7
6.4. Règlement des comptes	7
6.4.1. Acomptes	8
6.4.2. Solde	8
6.4.3. Délai de paiement	8
ARTICLE 7. – Obligations du titulaire.....	8
7.1. Connaissance du dossier	8
7.2. Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe.....	8
7.3. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	8
7.4. Circulation du personnel – Autorisation d'accès	9
7.4.1. Accès des intervenants	9
7.4.2. Accès des véhicules	10
7.5. Équipements de protection individuelle – Formation au travail en sécurité	10
7.6. Format et support des documents à remettre par le titulaire	11
7.7. Utilisation de la langue française	11
ARTICLE 8. – Sous-traitance	11
8.1. Désignation des sous-traitants	11
8.1.1. Généralités	11
8.1.2. Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché	12

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

8.2. Modalités de paiement direct	12
ARTICLE 9. – Pénalités	12
9.1. Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard	13
9.2. Pénalités pour infractions diverses	13
ARTICLE 10. – Admission.....	14
ARTICLE 11. – Arrêt et suspension des prestations	14
11.1.Arrêt de l'exécution de la prestation	14
11.2.Suspension de l'exécution de la prestation	14
ARTICLE 12. – Résiliation – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	14
ARTICLE 13. – Convention sur la preuve	15
ARTICLE 14. – Contentieux.....	15
ARTICLE 15. – Dérogation au CCAG-PI	15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude de diagnostic et de faisabilité en vue de la restauration et de la restructuration du jardin d'hiver du Petit Luxembourg Ouest, sis 17 rue de Vaugirard (Paris VI^e).

1.2. Pouvoir adjudicateur

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2. – TYPE DE MARCHÉ

Le présent marché est un marché de services passé selon une procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 (1^o), R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant de priorité décroissante en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (arrêté publié au *Journal officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
- le descriptif technique de la mission (DTM) et ses annexes ;
- les prix d'unité compris dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dont les quantités sont en revanche indicatives ;
- les réponses au cahier des réponses attendues (CRA) et l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3.2. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, la notification du marché comprendra une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises (DCE) sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du DCE. Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du DCE ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi en cas de litige.

ARTICLE 4. – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le marché s'exécute à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant au titulaire de débiter l'exécution de ses prestations. Il prend fin à la date d'admission des prestations.

Les délais d'exécution des prestations dues au titre de chaque phase de la mission, telle que décrite au DTM, sont les suivants :

Phase 1 (Diagnostic des ouvrages et équipements)	
Remise des livrables	5 semaines à compter de la notification du marché
Mise à jour des livrables	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des observations de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins
Phase 2 (Étude de faisabilité préliminaire)	
Remise des livrables	8 semaines à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la phase
Mise à jour des livrables	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des observations de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins
Phase 3 (Étude de faisabilité approfondie)	
Remise des livrables	4 semaines à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la phase
Mise à jour des livrables	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des observations de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, la maîtrise d'ouvrage n'est tenue à aucun délai pour accepter ou refuser la prolongation de délais d'exécution demandée par le titulaire.

N.B. Les délais d'exécution seront suspendus du 4 au 31 août 2025, dans le cas où une phase serait en cours.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

ARTICLE 5. – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent au Petit Luxembourg Ouest, sis 17 rue de Vaugirard, 75006 Paris. Les contraintes liées à la conduite des études dans un site sensible sur les plans institutionnel, patrimonial et sécuritaire devront être prises en compte.

L'exécution du présent marché prendra également la forme de réunions ayant lieu, en principe, dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, au 64 *bis* boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

ARTICLE 6. – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

6.1. Forme et contenu du prix

Le prix des prestations du marché, fixé par l'acte d'engagement, est global, forfaitaire et définitif.

Il est réputé comprendre tous les frais et charges mentionnés à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, y compris :

- les sujétions entraînées par l'exécution des prestations en milieu occupé ;
- les sujétions liées à la sécurité du site et à l'activité parlementaire ;
- les mesures destinées à assurer la sécurité des membres du personnel du titulaire ;
- le coût des équipements techniques à mettre en œuvre pour réaliser les prestations (appareils élévateurs, équipements de sécurité, matériels et appareils spécifiques ou autres, *etc.*) ;
- la participation à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de la mission.

Ce prix comprend également la cession des droits de propriété intellectuelle telle que prévue par l'article 35 du CCAG-PI.

Le titulaire ne peut percevoir aucune rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Le prix est libellé en euros.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre du titulaire, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article « Prix » de l'acte d'engagement prévaut sur toutes les autres indications.

6.2. Variation du prix

Le prix est ferme et actualisable dans les conditions fixées ci-après.

6.2.1. Mois d'établissement du prix

Le mois de remise de l'offre du titulaire est appelé « mois zéro ».

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Si la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le mois à prendre en compte est le mois de remise de l'offre finale du titulaire, sauf si la négociation n'a pas porté sur le prix.

6.2.2. Index de référence

L'index de référence est l'index ING - « Ingénierie », publié par l'INSEE (identifiant 001711010, base 2010).

6.2.3. Modalités d'actualisation du prix

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation du prix est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation C donné par la formule :

$$C = \frac{ING_{n-3}}{ING_0}$$

dans laquelle ING_0 et ING_{n-3} sont les valeurs de l'index de référence mentionné à l'article 6.2.2, respectivement au mois zéro et trois mois avant le début d'exécution des prestations.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause d'actualisation du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule d'actualisation, qu'il joindra à ses demandes de paiement, avec justifications à l'appui.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule d'actualisation.

6.3. Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

6.4. Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-PI, sous réserve des précisions ci-dessous.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement sous forme électronique, sur la plateforme de facturation qui lui est indiquée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en début d'exécution du marché. À titre indicatif, la plateforme de facturation habituellement utilisée par le Sénat est la plateforme EDIFLEX.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

6.4.1. Acomptes

Des acomptes pourront être versés au titulaire, à sa demande, après admission des prestations des phases 1 et 2 mentionnées au DTM. Leur montant correspondra à la valeur des prestations admises, telle qu'elle résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire.

6.4.2. Solde

Le solde du marché sera payé dans les conditions prévues à l'article 11.7 du CCAG-PI, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur sur la demande de paiement pour solde présentée par titulaire valant rejet de la demande.

6.4.3. Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

ARTICLE 7. – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Connaissance du dossier

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE) et formulé toute demande d'information complémentaire nécessaire à la formulation de son offre. Il ne pourra arguer d'un quelconque défaut d'information pour prétendre à un supplément de prix.

7.2. Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe

Le titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de son organisation, de ses qualifications et références professionnelles et de celles de son personnel. Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre ses qualifications, le marché pourrait être résilié, sans indemnisation, par simple décision du Sénat notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, avec effet immédiat.

Dès la notification du marché, le titulaire devra fournir la composition de l'équipe dédiée à l'exécution de la mission et les références professionnelles de chacun de ses membres. Il devra informer sans délai la maîtrise d'ouvrage de toute modification. Les membres de l'équipe devront disposer, pendant toute la durée du marché, de qualifications professionnelles au moins équivalentes à celles des personnes pressenties pour participer à l'exécution du marché dans l'offre du titulaire.

Le Sénat se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire le remplacement d'une ou plusieurs personnes de son équipe.

7.3. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité

Les membres du personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

fonctions. Cette obligation s'applique tant au cours de la durée d'exécution du marché que postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCAP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

7.4. Circulation du personnel – Autorisation d'accès

7.4.1. Accès des intervenants

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire et de ses sous-traitants les parcours, accès et locaux désignés. Il est formellement interdit de pénétrer ou de circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les locaux autres que ceux désignés.

L'accès au Palais du Luxembourg et à l'ensemble des bâtiments occupés par le Sénat est conditionné par la détention d'un badge nominatif. Le titulaire devra, pour chacun des intervenants, formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, **au plus tard trois jours ouvrés avant la date du premier accès**, sur un portail dédié, accessible par un lien qui lui sera communiqué en temps utile. En cas de personnel d'entreprise sous-traitante, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Ce lien est propre à chaque entreprise et permettra également de saisir les demandes d'accès pour le compte des éventuels sous-traitants. En aucun cas ce lien ne devra être communiqué à des tiers.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Chaque demande devra être saisie avec le plus grand soin ; la moindre différence entre les informations saisies et celles figurant sur les cartes d'identité des personnels concernés empêchera la délivrance d'un titre d'accès.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel.

Chaque intervenant devra présenter son badge lors de tout accès au site et le porter sur lui en permanence.

Ces badges permettent l'accès au Sénat, qui est un site très sensible sur le plan sécuritaire. Chaque intervenant devra en prendre le plus grand soin. En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (01 42 34 22 10) ou au Poste Central (PC) Sécurité (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, par lettre recommandée ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de la durée de validité du titre d'accès.

Toute perte de badge ou négligence le concernant, ainsi que la communication à des tiers du lien de saisie des demandes de badges, constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnés à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et ce, sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

7.4.2. Accès des véhicules

Aucun stationnement n'est possible ni dans l'enceinte du Palais du Luxembourg ni dans le Jardin du Luxembourg.

Des parkings publics sont disponibles à proximité (aux frais des intervenants) : place Saint-Sulpice, Marché Saint-Germain, rue de l'École de médecine, rue Soufflot.

7.5. Équipements de protection individuelle – Formation au travail en sécurité

Les membres du personnel du titulaire devront être dotés des équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution des prestations (travail en hauteur, etc.) et formés à l'utilisation de ces équipements. Comme stipulé ci-avant, le coût de ces équipements et

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

formations est réputé inclus dans le prix soumissionné. Il ne sera pas prêté d'équipements par le Sénat.

Les membres du personnel du titulaire devront également avoir reçu l'ensemble des formations imposées par la réglementation et nécessaires à l'exécution des prestations.

7.6. Format et support des documents à remettre par le titulaire

Les documents d'études sont remis par le titulaire en version électronique (soit par courrier électronique avec avis de réception, soit par envoi postal d'une clé USB).

Les documents remis sur support informatique doivent pouvoir être modifiés par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Les formats textes, tableurs et plans doivent être exploitables par Word®, Excel® et Autocad®.

Tous les livrables sont rédigés en langue française.

La présentation des documents fournis par le titulaire doit respecter la charte graphique de présentation des documents du Sénat jointe en annexe. Il est exigé que les logiciels de dessin utilisés produisent des fichiers compatibles avec le format Autocad®.

7.7. Utilisation de la langue française

La langue utilisée pour l'exécution des prestations (entretiens, échanges écrits, livrables) est exclusivement le français.

ARTICLE 8. – SOUS-TRAITANCE

8.1. Désignation des sous-traitants

8.1.1. Généralités

En application de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4¹, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

¹ Ce formulaire peut être téléchargé à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, *etc.*), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

8.1.2. Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses marches-apj@senat.fr et compta-apj@senat.fr, au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 *bis* boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

8.2. Modalités de paiement direct

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

ARTICLE 9. – PÉNALITÉS

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

9.1. Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard

Tout retard dans l'exécution des prestations dues par le titulaire pourra donner lieu à une pénalité d'un montant maximal de 150 euros par jour calendaire de retard.

La remise de documents manifestement incomplets ou erronés est assimilée à un défaut de remise.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard peuvent être appliquées sur simple constatation des retards par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations.

Elles peuvent être appliquées à tout moment à compter de la constatation des retards. Une provision peut également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il est alors appliqué une retenue sur le montant du prochain acompte périodique ou du solde à verser au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant, et sont intégralement dues au Sénat.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

9.2. Pénalités pour infractions diverses

En cas de non-respect des prescriptions du présent marché, et sans préjudice des dispositions qui précèdent, les pénalités particulières suivantes (montant maximal, par jour calendaire et/ou par infraction) sont applicables :

Infraction aux règles de sécurité et de circulation (non-restitution d'un titre d'accès, manquement aux règles de circulation du personnel, <i>etc.</i>)	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 €
Sous-traitance non déclarée	1 500 €
Manquement à l'obligation de protection des données personnelles prévue par l'article 5.2. du CCAG-PI	1 000 €
Absence aux rendez-vous auxquels le titulaire est convoqué sans justification suffisante fournie au moins 24 heures à l'avance	300 €

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire	300 €
---	-------

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « *tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire* » n'est pas libératoire.

ARTICLE 10. – ADMISSION

Par dérogation aux articles 28.2, 29.1 et 29.2.2 du CCAG-PI, seul le paiement du solde du marché pourra faire présumer la volonté du maître d'ouvrage d'admettre les prestations, sans qu'il y ait lieu à aucun autre cas d'admission tacite.

En cas d'ajournement de l'admission des prestations, à défaut pour le titulaire d'avoir présenté à nouveau celles-ci, une fois mises au point, dans le délai prévu à l'article 29.2.1 du CCAG-PI ou par les documents particuliers du marché, une réfaction de prix pourra être pratiquée sur ce simple constat et sans que le titulaire ait été invité à présenter ses observations, par dérogation à l'article 29.3 du même CCAG-PI.

ARTICLE 11. – ARRÊT ET SUSPENSION DES PRESTATIONS

11.1. Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Sénat se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques correspondant aux phases de mission définies au DTM.

Cette décision, à la discrétion du Sénat, ne donnera lieu à aucune indemnité du titulaire. Elle entraînera la résiliation du marché.

Pour l'application de l'article 22 du CCAG-PI, le montant de chacune des parties techniques susmentionnées est la somme des prix d'unité des prestations correspondantes figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

11.2. Suspension de l'exécution de la prestation

Le Sénat se réserve la possibilité de suspendre l'exécution des prestations, par ordre de service, au terme de chacune des parties techniques citées ci-avant. Cette décision du Sénat pourra donner lieu à une indemnité.

ARTICLE 12. – RÉSILIATION – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le marché pourra être résilié dans les hypothèses prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 36 et au premier alinéa de l'article 40 du CCAG-PI, à aucune indemnité.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

En application de l'article 27 du CCAG-PI, le Sénat pourra, en cas d'inexécution par le titulaire de prestations prévues au marché, ou en cas de résiliation du marché prononcée à ses torts, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations concernées, aux frais et risques du titulaire.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement, dans l'hypothèse où le titulaire serait un groupement, des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les stipulations du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire, de la résiliation à ses frais et risques et des autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

ARTICLE 13. – CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit de manière manuscrite.

ARTICLE 14. – CONTENTIEUX

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

ARTICLE 15. – DÉROGATION AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP portant stipulations dérogatoires
4.1 (ordre de priorité)	3.1 (ordre de priorité)
4.2 (pièces à remettre au titulaire)	3.2 (pièces à remettre au titulaire)
5.3 (mesures de sécurité)	7.4.1 (circulation, accès)
13.3 (prolongation du délai d'exécution)	4 (durée du marché et délais d'exécution)
14 (pénalités)	9 (pénalités)
28.2, 29.1, 29.2.2 et 29.3 (délai de vérification ; ajournement ; réfaction)	10 (admission)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP portant stipulations dérogatoires
36 et 40 (résiliation pour motif d'intérêt général)	12 (résiliation)